

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Auteur inconnu

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

AIR DU TEMPS

Les prisons du monde

«Le plus important est de ne pas perdre espoir. Cela ne signifie pas qu'il faut fermer les yeux sur les horreurs du monde. En fait, seul-es celles et ceux qui n'ont pas perdu la foi et l'espoir peuvent voir les horreurs du monde avec une véritable lucidité».

Ce passage d'une lettre, écrite par Václav Havel à sa femme Olga depuis sa prison en 1980, a été cité par Osman Kavala lorsqu'il a appris en prison que le prix des droits humains Václav Havel de cette année lui a été décerné le 9 octobre par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il a reçu ce prix en reconnaissance de ses activités exceptionnelles dans la société civile pour la défense des droits humains.

Kavala, entrepreneur, philanthrope et militant des droits humains turc, condamné à la prison à perpétuité en 2022, est enfermé depuis 2017 notamment pour son soutien au mouvement de protestation *Gezi* (en 2013). Malgré la demande de la Cour Européenne des Droits Humains (CEDH) de libérer Kavala sans condition et les menaces de mesures disciplinaires contre la Turquie de la part du Conseil de l'Europe, Kavala reste en prison. Mais pour rappel, l'écrivain Václav Havel avait été élu président de la Tchécoslovaquie par des élections libres le 29 décembre 1989, peu après la chute du mur de Berlin. L'espoir

de Havel et de ses compagnon·nes de lutte de mettre fin au régime communiste s'était réalisé.

Pour la résistance en Iran

L'autre remise de prix de ces derniers jours, plus connue, pourrait également nous faire espérer une plus grande attention pour les résistant·es dans des pays tels que la Turquie et l'Iran: l'attribution du prix Nobel de la paix à la militante iranienne Narges Mohammadi «est avant tout une reconnaissance du travail très important de tout un mouvement en Iran»¹.

Narges Mohammadi, vice-présidente du *Defenders of Human Rights Center - DHRC* (Centre de défense des droits humains), se bat depuis de nombreuses années contre l'oppression des femmes en Iran, pour la liberté et les droits humains. Depuis 2010, Mohammadi est devenue à plusieurs reprises une prisonnière politique de la République islamique. En tout, elle a été condamnée à 31 ans de prison et à 154 coups de fouet. En détention, Moham-

madi a mené des entretiens avec d'autres prisonnier·es politiques; un livre en a été tiré lors d'une permission. Elle a aussi réalisé un documentaire sur ce qu'on appelle la «torture blanche»² alors qu'elle avait été libérée pour une courte période. Ces deux œuvres révèlent les pratiques brutales de la République islamique en matière d'isolement. Elle fait également entendre sa voix depuis la prison. Depuis deux ans, elle est de nouveau incarcérée à la prison d'Evin à Téhéran, tristement célèbre pour ses tortures.

De là, Mohammadi a pu faire sortir clandestinement un rapport sur l'ampleur de l'utilisation du viol comme arme, comme méthode de torture et comme moyen d'intimidation, en particulier contre les jeunes femmes, rapport qui a ensuite été publié par le *New York Times*.

En septembre de cette année, elle est montée sur le toit d'un véhicule dans la cour de la prison en criant le slogan «À bas la République islamique». Pour le premier anniversaire de l'assassinat de Jina Mahsa Amini par la police des mœurs iranienne, Mohammadi et d'autres prisonnier·es politiques ont organisé un *sit-in* dans la cour de la prison d'Evin. Pendant la protestation, les femmes ont enlevé leurs foulards et les ont brûlés dans la cour de la prison. Son mari et le père de ses jumeaux de 17 ans, le journaliste Taghi Rahmani, a lui-même passé 15 ans dans les prisons iraniennes – entre autres à la prison d'Evin. Mohammadi n'a pas vu ses enfants depuis huit ans et ne

pourra pas non plus recevoir le prix Nobel de la paix en personne.

Une nouvelle guerre ancienne

Alors que j'écris sur la reconnaissance de cette résistance et l'espoir qu'elle suscite, une terrible guerre a éclaté entre le Hamas et Israël, dont on ne peut encore mesurer la portée. La brutalité indescriptible de la guerre nous montre une fois de plus avec clarté que toute guerre est en fin de compte dirigée contre la population civile. Un fort mouvement de protestation venait de naître en Israël – c'est désormais terminé: l'unité nationaliste est de mise. Les atrocités commises par le Hamas en Israël unit la population israélienne dans son horreur et sa tristesse. Et la population de Gaza? Elle n'a jamais été vraiment libre – coincée et entassée entre Israël et l'Égypte³ et gouvernée depuis 2006 par un Hamas islamique radical qui n'a jamais lâché le pouvoir. On souligne toujours que le gouvernement du Hamas, outre la construction de son armée, a agi non seulement sur le plan idéologique, mais aussi sur le plan social. Mais a-t-il demandé l'avis de la population civile palestinienne avant la terrible attaque contre Israël? Aujourd'hui, à Gaza, d'innombrables personnes sont affamées, chassées et tuées par Israël. Aucune fin n'est en vue à l'heure actuelle. Pouvons-nous encore espérer?

Constanze Warta

Archipel

15 oct. 2023

1. Selon la présidente du comité du prix Nobel, Berit Reiss-Andersen.

2. On entend par «torture blanche» les méthodes de torture qui s'attaquent en priorité au psychisme de la victime de la torture, qui lui portent atteinte ou la détruisent, temporairement ou durablement. Il s'agit notamment de la mise à l'isolement.

3. Ce n'est qu'en septembre 2005 qu'Israël a mis fin à près de 40 ans d'occupation de cette région et en a transféré le contrôle politique à l'Autorité palestinienne. À cette époque, l'armée israélienne s'est retirée de Gaza et les colonies juives ont été évacuées. Depuis, Israël contrôle la majeure partie des frontières extérieures de l'enclave. L'exception est la frontière sud, qui est surveillée par l'Égypte.

UKRAINE

Soutenir les initiatives locales

Nataliya Kabatsiy, 43 ans, est philologue et titulaire d'un master en sciences politiques et en santé publique. Depuis plus de 20 ans, elle dirige le Comité d'Aide Médicale de Transcarpatie (CAMZ). Cette ONG indépendante a réalisé de nombreux projets dans le domaine de la santé régionale et a joué un rôle de pionnier pour toute l'Ukraine, en particulier dans la prise en charge des personnes handicapées. Cet entretien a été réalisé par Jürgen Kräffner du FCE – Ukraine.

Grâce à cette expérience diversifiée, le CAMZ a été en mesure, au début de la guerre, d'apporter très rapidement son aide là où elle était la plus nécessaire. Avec l'aide d'organisations partenaires internationales, plusieurs grands entrepôts d'aide humanitaire ont été aménagés en quelques jours et plusieurs centaines de camions ont été reçus et distribués. Avant la guerre, le CAMZ comptait cinq collaboratrices, aujourd'hui iels sont quinze et le comité est désormais mixte. J'ai parlé avec Natascha dans son bureau à Oujhorod début octobre de ses projets actuels et de son évaluation du travail des organisations internationales.

Archipel: Quels sont les principaux projets du CAMZ pendant cette deuxième année de guerre?

Nataliya Kabatsiy: Par quoi commencer... Depuis quelque temps, un vaste projet de soutien aux femmes enceintes est en cours en Transcarpatie. Beaucoup de femmes, et surtout les femmes enceintes, souffrent de stress dû à la guerre, aux déracinements, leurs maris sont à la guerre, etc. et ont besoin d'un soutien psychologique.

Nous soutenons également deux organisations partenaires régionales à Oujhorod et à Yasinya (tout à fait à l'est de la Transcarpatie). Depuis juin dernier, elles s'occupent d'enfants de 8 à 14 ans, issus de familles réfugiées ainsi que de la population locale, afin que personne

ne se sente discriminé. En outre, cela favorise l'intégration des enfants issus des zones de guerre en Transcarpatie. Nous voulons que ces ONG locales deviennent indépendantes le plus rapidement possible et qu'elles gèrent elles-mêmes les contacts avec les bailleurs de fonds étrangers.

Nous ne voulons pas devenir une usine à projets, engager toujours plus de collaboratrices et diriger et gérer toujours plus de projets. Mieux vaut aider les jeunes initiatives à trouver des organisations partenaires à l'étranger qui les soutiennent directement. Nous les aidons au début à s'organiser et surtout à communiquer avec les bailleurs de fonds internationaux, mais dans le but qu'elles puissent à l'avenir travailler de manière totalement autonome et planifier à plus long terme. Un jour, nous devons reconstruire notre pays, et nous aurons alors besoin de toutes ces initiatives locales et indépendantes.

En outre, nous distribuons des médicaments et de la nourriture dans les régions du front. Pour cela, nous travaillons exclusivement avec des organisations locales. Nous n'avons pas de personnel propre dans l'est de l'Ukraine.

Où et avec qui travaillez-vous?

Ce mois-ci, nous avons travaillé à Zaporijjia, le mois prochain, nous livrerons des produits de première nécessité à Kherson et Tchernihiv. Ensuite, ce sera au tour de Kharkiv et de Donetsk. Dans chaque région, nous avons une ou plusieurs organisations partenaires auxquelles nous confions la distribution. Pour les médicaments, ce sont aussi les grands hôpitaux, par exemple à Zaporijjia, nous avons un bon contact avec l'administration municipale, iels ont presque dès le début distribué de la nourriture aux réfugiés et mis des appartements à disposition, à Mykolaïv c'est pareil. Cela nous évite d'envoyer des personnes sur place.

D'où proviennent les denrées alimentaires?

Nous envoyons de l'argent aux organisations locales et elles achètent la nourriture sur place et la distribuent. Dans la plupart des cas, il serait inutile de transporter de la nourriture sur de longues distances. Nous recevons à chaque fois des décomptes détaillés, y compris sur les bénéficiaires.

Rien ne vient plus de l'étranger?

Certains médicaments, du matériel et des équipements médicaux, des préparations de lait en poudre continuent d'arriver de l'étran-

On ne peut pas parler d'enfermement sans mentionner ces prisons à ciel ouvert que sont les territoires ukrainiens occupés par l'armée russe.

Les populations des villages libérés ont régulièrement témoigné des salles de tortures, des viols et des exécutions sommaires auxquelles sont soumis-es les civil-es de tout âge dans ces territoires. À la fin du printemps, on comptait environ 23.000 civil-es ukrainien-nes disparu-es depuis le début de la guerre, pour beaucoup déporté-es et détenu-es en Russie. Et c'est sans compter les enfants kidnappés et «adoptés» en Russie.

Quant aux prisonnier-es de guerre, iels étaient en août dernier, selon les autorités ukrainiennes, environ 10.000, entre autres notre ami Maksym Butkevych¹, interné-es dans des conditions désastreuses. La grande majorité des prisonnier-es ukrainien-nes qui se trouvaient aux mains de la Fédération de Russie et de groupes armés affiliés à la Russie ont indiqué qu'iels avaient été soumis-es à la torture (entre autres tortures positionnelles, et électrochocs) et à des mauvais traitements, notamment des passages à tabac, des menaces, des attaques de chiens et des simulacres d'exécution. Des femmes et hommes détenu-es ont subi ou été menacé-es de violences sexuelles et soumis à des traitements dégradants et à la nudité forcée².

Joëlle Meunier

Archipel

1. Voir Ukraine-Une farce cynique, Archipel 324 de Michael Rössler, avril 2023, Ukraine – treize ans de détention, Archipel 325, mai 2023 et La Fédération de Russie et ses forces d'occupation doivent immédiatement libérer Maksym Butkevych, Archipel 326, juin 2023.

2. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme.

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Novembre 2023 - Nr. 330 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490

Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

ger, et nous recevons de temps en temps quelques palettes d'aliments pour bébés de qualité en provenance de France.

La plupart des hôpitaux traitent désormais des soldats et des civils grièvement blessés, mais ils ne sont pas équipés pour cela, ils n'ont par exemple pas de respirateurs ni d'autres équipements pour les soins intensifs. Nous continuons de recevoir beaucoup d'équipement médical de France, l'un de nos cofondateurs collecte le matériel nécessaire et l'envoie en Ukraine par semi-remorques.

Dans notre région, nous nous occupons de trois foyers de réfugiés. Le plus grand se trouve à Tiatchiv, où vivent actuellement 63 personnes. En fait, il pourrait accueillir jusqu'à 90 personnes, et c'était le cas au début, mais certaines personnes ont maintenant déménagé dans des appartements privés en ville et d'autres ont quitté la région. Cela a aussi des avantages, car nous avons maintenant des chambres séparées pour chaque famille, deux pièces dans lesquelles les enfants peuvent jouer et un salon pour lire ou regarder la télévision pour les adultes. Récemment, nous avons entièrement rénové le toit et l'avons équipé de panneaux solaires. Le foyer pour réfugiés de Nijne Selichtche (construit en collaboration avec le FCE) reçoit également des panneaux solaires afin de le rendre un peu plus autonome lors des prochaines coupures de courant.

Dans ces foyers vivent surtout des personnes qui ne peuvent pas travailler, qui n'ont pas de parents aisés, des personnes qui ne peuvent pas se sortir de la misère par leurs propres moyens.

Que proposez-vous à ces personnes en plus du logement?

Notre médecin Tanja conseille les infirmières et les médecins locaux, et notre juriste Genia aide les personnes déplacées à obtenir l'aide à laquelle elles ont droit de la part de l'État. Les personnes âgées réfugiées sont très défavorisées. L'aide que l'État fournit est insuffisante pour louer un appartement en Transcarpatie. Les loyers ont toujours été relativement

élevés ici, mais depuis le début de la guerre, ils ont fortement augmenté. Nous constatons que les foyers pour réfugiés ne seront bientôt plus occupés que par des personnes âgées. Même si la guerre se termine un jour, ces personnes ne verront pas leur logement détruit être reconstruit dans leur région d'origine. Malheureusement, personne ici n'a encore pensé à l'urgence de créer des logements adaptés pour les personnes à mobilité réduite, ainsi que des maisons de retraite avec l'encadrement nécessaire.

Qu'en est-il de la prise en charge des personnes traumatisées par la guerre?

Au début, tout s'est passé de manière chaotique. En 2022, tout le monde s'est mis brusquement à parler de soins psychologiques. Plusieurs organisations locales ont reçu un soutien assez important de la part de bailleurs de fonds internationaux, mais elles n'étaient pas vraiment qualifiées pour ce travail. Nous avons donc, fin 2022, lancé des réunions de coordination en ligne entre les différentes organisations qui ont désormais lieu toutes les deux semaines. Plusieurs de ces initiatives peuvent par exemple aider des personnes légèrement traumatisées. Si elles voient qu'un patient souffre d'un trouble psychotique sévère, elles le confient à une institution spécialisée. Cela a pris près d'un an, mais cette collaboration fonctionne désormais très bien. Depuis que Zelensky a fait de la prise en charge psychologique des personnes traumatisées par la guerre une priorité, l'administration nationale de la santé participe également à la coordination, et heureusement, nous connaissons depuis longtemps la fonctionnaire responsable au niveau régional. Du coup, notre coordination couvre aussi les écoles.

La prochaine étape sera la création de cliniques spécialisées, nous y travaillons actuellement. Et enfin, nous devons aussi penser à la psychiatrie, mais pour cela, je dois me libérer de tous les autres projets afin de pouvoir y réfléchir tranquillement.

Dans notre région, le problème est que les autochtones ne peuvent pas se mettre à la

place des personnes qui ont fui. Iels n'ont pas vécu les mêmes expériences traumatisantes et beaucoup manquent d'empathie. Comment gérez-vous cela?

Oui, c'est bien sûr vrai, c'est pourquoi nous avons embauché des personnes réfugiées. Nos deux foyers de réfugiés à Oujhorod et à Tiatchiv sont gérés par des réfugiés de guerre, à Tiatchiv par exemple par un couple de Svatove, dans l'oblast de Louhansk. Le chef de notre entrepôt d'aide humanitaire est également un réfugié, de Kharkiv. Iels parlent la même langue et ont vécu des expériences similaires. C'est important, car la relation entre les habitants et les personnes réfugiées est vraiment un problème.

As-tu l'impression que ces problèmes s'aggravent avec le temps?

Oui, dans une certaine mesure. Je suis particulièrement critique à l'égard de l'attitude des organisations internationales. Les autochtones se sentent désavantagés si l'on n'aide que les personnes déplacées, et on a parfois l'impression que celles-ci ne vont en fait pas si mal que ça. Il faut absolument éviter cela. Nos programmes de garde d'enfants, par exemple, sont ouverts à toutes, même si les bailleurs de fonds voulaient à l'origine que nous privilégions les réfugiés. Nous aidons ainsi les enfants réfugiés à sortir du ghetto dans lequel ils se trouvent. Avant la guerre déjà, la plupart passaient de longues périodes à suivre des cours en ligne à cause du Covid. Iels ont ensuite dû s'enfuir et continuent à suivre leur scolarité en ligne, par exemple dans une école virtuelle de Bakhmout. Après avoir passé l'été avec des enfants locaux, cela les motivera peut-être à fréquenter une école normale ici. C'est très important, car puisqu'il est de plus en plus évident que de nombreuses familles resteront ici, les enfants vont devoir s'intégrer dans la vie locale.

Combien de personnes déplacées vivent actuellement en Transcarpatie?

Les statistiques officielles disent 350.000. Certaines estimations sont bien plus élevées,



Kasia Ozga, Bras de fer, polystyrène et résine, 2011-12.

mais cela ne me semble pas réaliste. Il s'agit probablement d'environ 400.000 personnes. (Avant la guerre, la Transcarpatie comptait environ 1.1 million d'habitantes).

Où sont ces personnes? À Khoust et surtout dans les villages environnants, je n'ai pas l'impression que la population ait beaucoup augmenté.

À Oujhorod, on ne peut pas les ignorer. On parle russe partout et les rues sont pleines de gens et de voitures. Dans les villages, il y a aussi le mouvement inverse. Plus de 50 % des hommes aptes au service militaire sont à l'étranger et les familles suivent désormais le mouvement. Au foyer pour enfants de Vilchany, nous avons perdu 25 employés depuis l'année dernière, soit près d'un quart. Leurs maris, qui sont à l'étranger, font pression sur elles, même si elles ne veulent pas partir.

Pendant 19 mois de guerre, vous avez collaboré avec de nombreuses organisations étrangères. Comment percevez-vous ce partenariat, la bureaucratie est-elle très lourde?

Nous travaillons avec des organisations de petite et moyenne taille qui répondent de manière relativement flexible à nos besoins, surtout en Allemagne et en France. Cela nous permet souvent de réagir spontanément à des besoins urgents. Par exemple, Nataliya Gumenyuk¹ m'a récemment appelée pour me parler d'une initiative de Kherson. Ils ont mis en place une soupe populaire dans la région du barrage détruit de Nova Kakhovka, dans un jardin d'enfants, pour les personnes qui ont tout perdu. Ce sont des gens merveilleux et très engagés, mais ils n'ont pas d'argent. Grâce à nos partenaires, nous pouvons donner un coup de main.

Mais il y a malheureusement aussi une tendance négative. Les bailleurs de fonds publics, notamment, ne soutiennent plus que les grandes organisations internationales qui travaillent en Ukraine, comme l'OIM ou l'agence de l'ONU pour les réfugiés, le HCR. Ces monstres bureaucratiques reçoivent tous les fonds et les petits projets efficaces ne reçoivent rien. Je vois cette évolution d'un œil très critique. Lorsque la guerre prendra fin, nous aurons un besoin urgent des ONG locales pour reconstruire le pays. Depuis le début de la guerre, de nombreuses initiatives locales ont vu le jour. Il faut les soutenir pour qu'elles puissent travailler et acquérir de l'expérience. Ces jeunes projets sont extrêmement importants pour l'Ukraine de demain.

Mon principal appel à la communauté internationale et aux donateurs internationaux est qu'il y a ici depuis longtemps une société civile très vivante. Si nous ne la soutenons pas, nous compromettons gravement la capacité de l'Ukraine à se remettre sur pied par ses propres moyens après la guerre. Si cette capacité d'auto-organisation n'avait pas existé au début de la guerre, il aurait déjà été trop tard lorsque les grandes organisations étrangères sont arrivées en mai 2022.

1. Nataliya Gumenyuk est une journaliste ukrainienne spécialisée dans les affaires étrangères et les reportages sur les conflits. Autrice de trois ouvrages, elle est également la fondatrice de *Public Interest Journalism Lab*. Depuis le début de la guerre, elle documente les crimes de guerre russes. <https://www.thereckoningproject.com/>

HAUT-KARABAGH

Après la capitulation, un nouveau conflit menace

L'exode de la population arménienne du Haut-Karabagh a eu lieu la dernière semaine de septembre: des images satellites (de l'entreprise américaine Maxar) ont documenté comment, jour après jour, sur l'axe principal du couloir dit de Latchine, une colonne de voitures presque interminable serpentait à travers le paysage vallonné et verdoyant du Caucase du Sud. Elle se déplaçait dans une seule direction: loin d'une région que les fuyards appelaient encore récemment leur patrie.

Des enfants épuisés, des personnes éfrayées amaigries fuyaient dans des voitures privées, des bus et des camions bondés, souvent avec seulement ce qu'ils portaient sur le dos. En l'espace de cinq jours seulement, plus de 100.000 personnes ont ainsi débarqué dans la petite ville frontalière arménienne de Goris, sans biens, désespérées, sans avenir. Pour un moment, Goris était l'image d'«une station où tous les destins avaient une destination sans échappatoire: le chaos et l'incertitude», a écrit une journaliste sur place. Le Haut-Karabagh s'est vidé de ses habitants en une semaine. À l'exception de quelques personnes âgées et infirmes – dont le nombre est estimé à environ 1000 personnes – plus aucune Arménienne ne vivra ici – pour la première fois depuis des millénaires. Jusqu'à la fin du mois de septembre, la partie arménienne de la population représentait 95 %.

Dissolution de toutes les institutions

Les gens ont fui parce que leur patrie, dans laquelle ils pensaient être en sécurité depuis 30 ans, n'existe plus. Le 27 septembre, Samvel Chakhranian, sans doute le dernier président de leur république d'Artsakh, jamais reconnue internationalement, a scellé par décret la dissolution de toutes les structures politiques du Haut-Karabagh. La présidence locale, le parlement et les maires élus ainsi que toutes les institutions des 30 dernières années ne devraient plus exister à partir du 1^{er} janvier 2024.

La dissolution formelle de la république, le désarmement complet de ses propres «forces de défense», ainsi que l'ouverture de pourparlers avec Bakou sur la «réintégration» complète dans l'Azerbaïdjan en tant que minorité, étaient les conditions que l'Azerbaïdjan avait présentées aux autorités de Stepanakert après sa dernière guerre éclair.

La dernière guerre pour le Haut-Karabagh a commencé le 19 septembre, lorsque l'Azerbaïdjan a attaqué massivement les villes et les villages du Haut-Karabagh avec de l'artillerie et des drones. Il s'agissait de la deuxième grande offensive de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabagh au cours des trois dernières années. La stratégie de l'escalade a toujours été payante pour l'autocrate azerbaïdjanais Ilham Aliyev après 2020, juge Laurence Broers, l'un des experts les plus renommés du Caucase du Sud. Dans une interview accordée au magazine allemand *Spiegel*, il a déclaré qu'Aliyev avait eu recours à la violence à plusieurs reprises et avec succès contre un adversaire qui était disproportionnel-

lement plus faible, sans jamais rencontrer de résistance notable de la part de la communauté internationale. Et il le fera à nouveau. Car l'Azerbaïdjan exige désormais un corridor de liaison avec son enclave du Nakhitchevan. Mais la route passe par le territoire arménien.

Le prix du triomphe

Le fait est que le Haut-Karabagh n'avait pas grand-chose à opposer militairement à l'offensive du 19 septembre. Ses «forces de défense», quelques milliers d'hommes, étaient livrées à elles-mêmes. Même l'Arménie n'a pas pu ou voulu se battre cette fois-ci au nom des Arméniens du Karabagh. De plus, la population était au bord de la famine. Pendant dix mois, l'Azerbaïdjan avait bouclé le Haut-Karabagh, géographiquement isolé, et ne laissait passer ni nourriture, ni médicaments, ni carburant. Bakou a utilisé la faim comme arme de guerre sans vergogne, ce qui constitue une violation flagrante du droit international. Mais l'ONU est restée silencieuse sur le cas du Haut-Karabagh. Et a laissé la population s'épuiser.

Moscou a servi de médiateur entre les parties et a obtenu, 24 heures plus tard, un accord de cessez-le-feu qui reprenait toutes les exigences de Bakou, sans les remettre en question. Les dirigeants du Haut-Karabagh ont



échangé leur capitulation contre le droit pour la population d'utiliser «librement et sans entrave» le corridor de Latchine pour fuir. Aliyev triomphait.

Le «triomphe» que Poutine a offert sur un plateau à Aliyev avec cet accord avait bien sûr un prix. Selon des rapports en provenance de Bakou, le séjour des forces de maintien de la paix russes sur le territoire azerbaïdjanais sera prolongé pour «une période à négocier». La Russie est la seule grande puissance à avoir pu déployer environ 2000 casques bleus sur le territoire après la guerre de 2020. Leur mission, officiellement destinée à «protéger les Arménien·nes du Haut-Karabagh», prendra fin en 2025. Le maintien de «bottes russes» sur le territoire azerbaïdjanais au-delà de cette date garantit que Moscou pourra continuer à influencer la politique de Bakou.

Abandon de la communauté internationale

À l'heure où les puissances mondiales et régionales sont de nouveau en train d'ouvrir de nouvelles voies de communication pour le transport des ressources énergétiques, le Kremlin accorde une importance particulière à l'utilisation des pipelines d'Azerbaïdjan afin d'amener les richesses énergétiques de la Russie sur le marché mondial, malgré les sanctions. Et lorsqu'il s'agit d'«intérêts stratégiques», les groupes ethniques comme les Arménien·nes du Karabagh jouent le rôle de pions sur l'échiquier: iels sont les premier·es à être sacrifié·es.

Le 24 septembre, Aliyev a ouvert le corridor de Latchine à la «circulation libre, volontaire et sans entrave» des habitant·es du Haut-Karabagh. Le nettoyage ethnique du Haut-Karabagh devait être déguisé en «fuite volontaire». «Comme ils profanent mes souvenirs. Comme ils bafouent mes valeurs. Comme ils s'immiscent dans mon ciel», a déclaré Meri Asatryan, une assistante du médiateur pour les droits humains au Karabagh,

dans une vidéo postée sur Instagram. Elle a ensuite pris la fuite à son tour. «Tout le monde savait que le nettoyage ethnique du Haut-Karabagh était imminent; personne n'a rien fait pour l'empêcher», déplore l'analyste politique Benyamin Poghosyan à Erevan.

Après le début de la guerre en Ukraine, l'UE et les États-Unis sont apparus comme des acteurs géopolitiques et une «alternative» à la Russie dans le Caucase du Sud. Le 6 octobre 2022, Ilham Aliyev d'Azerbaïdjan et Nikol Pachinian d'Arménie signaient à Prague une déclaration dans laquelle ils reconnaissent mutuellement l'intégrité territoriale et la souveraineté de leurs pays. Au lieu d'une autodétermination pour le Haut-Karabagh, le plan de l'UE prévoyait un mécanisme international qui devait veiller à ce que les 120.000 Arménien·nes du Haut-Karabagh puissent vivre «dans la dignité et la sécurité» dans leur pays. Le plan avait été soutenu par le secrétaire d'État américain en personne.

Ce plan de paix occidental était une fois de plus très mal préparé. Il ne contenait aucun mécanisme permettant de contraindre les parties en conflit à le mettre en œuvre. Aliyev n'a retenu du plan occidental que le paragraphe qui prévoyait la souveraineté territoriale et l'intégrité de l'Azerbaïdjan – et a une fois de plus misé sur la loi du plus fort. Le dépeuplement du Haut-Karabagh est également une conséquence de l'incapacité de l'Occident à mettre en œuvre ses plans. «Un très mauvais précédent pour la crédibilité de l'Occident», a critiqué Stefan Meister, qui conseille le gouvernement fédéral allemand en matière de politique étrangère.

Un monde turc de l'Adriatique à la Chine

Pour Aliyev, seule l'opinion de la Turquie et de la Russie compte, écrit Thomas de Waal, lui aussi très bon connaisseur du Caucase du Sud, dans la revue *Foreign Affairs*. Aliyev aurait compris que la Turquie soutiendrait ses ambitions, que la Russie ne l'en empêcherait pas et que l'Occident ne serait pas capable de traduire ses paroles en actes. En effet, Ilham Aliyev, tout comme Poutine et Erdogan, considère l'Occident comme décadent et vénal. Comme Moscou et Ankara, Bakou ne cache pas son intention d'évincer les États-Unis et l'UE du Caucase du Sud.

Comme si une horloge géante avait remonté le temps, la Russie, la Turquie et l'Iran se disputent à nouveau le pouvoir et les sphères d'influence dans la région. La Turquie est redevenue un acteur puissant au moins depuis 2020, lorsqu'elle a considérablement contribué à la victoire de l'Azerbaïdjan lors de la Seconde Guerre pour le Haut-Karabagh. La politique étrangère turque considère le Caucase du Sud et l'Asie centrale comme un espace étroitement lié qui devrait servir de base à un monde turcophone s'étendant de «l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine».

C'est dans ce monde que le président turc, toujours animé par des visions de grande puissance, espère pouvoir transformer la Turquie en une puissance mondiale au 21^e siècle. La condition préalable à la réalisation de son rêve est toutefois un accès territorial qui relie directement la

Turquie à l'Azerbaïdjan et à l'Asie centrale. Et cet accès passe par la province de Zangueour, dans le sud de l'Arménie.

Au lendemain de la reddition du Haut-Karabagh, Erdogan a félicité son homologue Aliyev dans l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan pour sa victoire historique. Le fait que l'opération éclair «se soit achevée victorieusement et avec la plus grande sensibilité pour les droits de la population civile» le remplit de fierté, a-t-il déclaré. Cynisme délibéré? Erdogan a ensuite demandé au Premier ministre arménien Nikol Pachinian d'accepter la «main de paix de l'Azerbaïdjan» et de prendre des «mesures sincères» concernant le Corridor de Zangueour. La Turquie et l'Azerbaïdjan demandent en dernier lieu à l'Arménie de libérer «volontairement» ce morceau de territoire arménien ou, comme dans le Haut-Karabagh, de risquer une nouvelle défaite.

Un nouvel incendie généralisé menace-t-il?

Les projets de création d'un Corridor de Zangueour se heurtent encore à une forte résistance en Iran. Téhéran considère toute modification des frontières dans le Caucase du Sud comme une «ligne rouge». Il craint que le «monde turc de l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine» souhaité par Ankara ne mette en péril l'influence iranienne en Asie centrale ainsi que ses liaisons terrestres à travers le Caucase. La rivalité ancestrale entre l'Iran et la Turquie pourrait une fois de plus déclencher un incendie généralisé qui affecterait non seulement le Caucase du Sud, l'Iran et la Turquie, mais aussi Israël, qui se dit l'allié stratégique de l'Azerbaïdjan, et peut-être même l'Inde, qui pactise avec l'Iran.

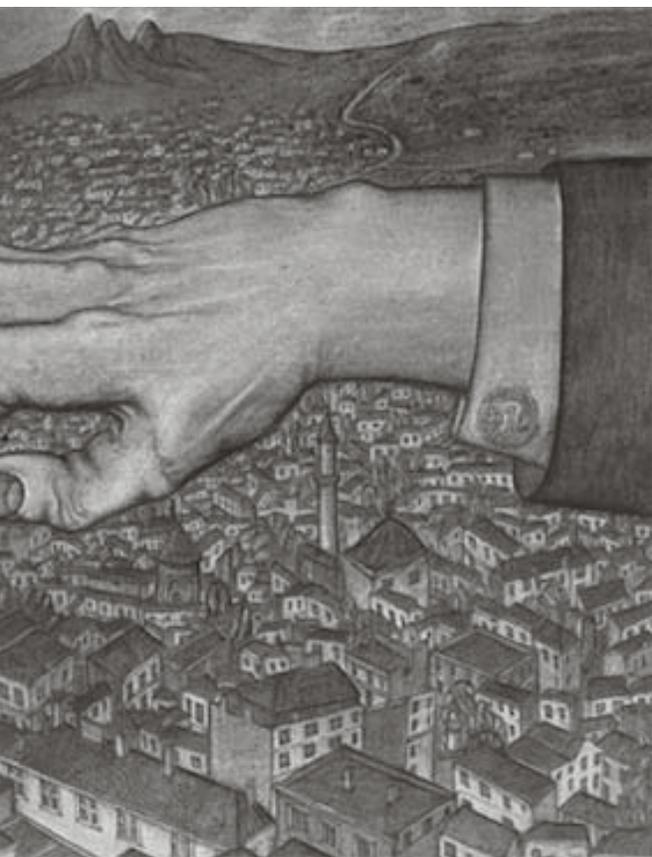
«Les Arménien·nes ont-ils une chance de survivre?» a demandé le poète arménien Hrant Matevossian au journaliste polonais Ryszard Kapuściński, lorsque celui-ci visitait la petite république caucasienne en 1991. La première guerre pour le Haut-Karabagh venait d'éclater. «Le sort des Juif·ves ne les attend-il pas: exister, mais seulement en diaspora, seulement en tant que personnes déplacées, condamnées à vivre dans des ghettos, dispersées sur tous les continents?»

Le fait que les Arménien·nes doivent aujourd'hui craindre à nouveau pour leur existence, un peu plus de cent ans après avoir été victimes d'un génocide, est un signe de faiblesse de la part de la communauté internationale. Pour ne pas être à nouveau les victimes collatérales de l'histoire, iels demandent à l'ONU d'envoyer des casques bleus le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La communauté internationale répondra-t-elle à cette demande?

Actuellement, les appels à «toutes les parties du conflit» à s'entendre prédominent. Pendant plus de deux ans, la communauté internationale a assisté impuissante à une épuration ethnique gigantesque dans le Caucase du Sud. Le risque est grand que la «solution pacifique» désormais obtenue par la force se révèle être un nouveau désastre pour la communauté internationale.

Amalia van Gent*
3 octobre 2023

* Correspondante en Turquie de la NZZ, la *Neue Zürcher Zeitung* (Nouvelle gazette zurichoise) un quotidien suisse, considéré comme le journal de référence en langue allemande.



Kapital IX, Yüksel Arslan, 1971

Le savoir des Mayas en danger!

La médecine traditionnelle et l'obstétrique des Mayas, dans l'État mexicain du Chiapas, sont menacées. Une tournée d'événements* dans plusieurs pays d'Europe a permis d'informer sur cette situation et de chercher le soutien de personnes et d'organisations solidaires.

Du 12 septembre au 15 octobre 2023, deux représentantes du projet indigène OMIECH (*Organizacion del Medicos Indigenas del Estado de Chiapas*) de San Cristobal de las Casas, Agripino et Micaela Ico Bautista, ont parcouru l'Allemagne, la Suisse et le sud de la France pour informer et parler de la situation de la médecine traditionnelle maya et de ses défis actuels, lors de douze événements publics, deux émissions de radio et autres réunions.

Les lieux accueillants étaient: en Allemagne: Stuttgart, Wiesbaden, Tübingen, Ingersheim; en Suisse: Berne, Delémont, Undervelier; en France: Forcalquier, Limans, Digne-les-Bains, Saint Chaffrey, Marseille. Ils étaient invités par une large alliance d'organisations, des centres de santé pour femmes en Allemagne, la coopérative européenne Longo maï, des groupes de sages-femmes, des maisons de naissance, des librairies féministes, des centres culturels, etc.

Dans le cadre des différents événements, Micaela Ico Bautista, cofondatrice et coordinatrice du domaine de la gynécologie chez OMIECH, a expliqué les défis auxquels la médecine traditionnelle maya est confrontée aujourd'hui.

L'obstétrique traditionnelle des sages-femmes Tzeltal-Tzotzil-Maya ainsi que leurs connaissances des plantes sont particulièrement menacées par l'expropriation et le bio-piratage de grandes entreprises pharmaceutiques. Depuis de nombreuses années, le gouvernement du Chiapas a mis en place des programmes visant à faire disparaître l'obstétrique traditionnelle des sages-femmes mayas. Ainsi, un enfant né sur les hauts plateaux, après un accouchement accompagné par une sage-femme maya, ne reçoit pas d'inscription officielle dans le registre des naissances et n'existe donc quasiment pas en tant qu'être humain dans le monde.

En outre, les femmes indigènes qui envisagent de devenir sages-femmes se voient proposer des programmes dits de «qualification» dans les hôpitaux afin de pouvoir travailler. Cependant, ces programmes de certification créés ces dernières années ignorent et ne tiennent pas compte des connaissances traditionnelles des sages-femmes mayas et de l'approche culturelle des populations indigènes vis-à-vis de leur propre corps. Les femmes racontent par exemple qu'elles sont mises à nu à l'hôpital pendant l'accouchement, comme si elles étaient des enfants. En fin de compte, une sage-femme maya responsable devient une auxiliaire soumise aux instructions des médecins, vêtue d'un chemisier traditionnel. C'est contre cette dévalorisation que se bat l'OMIECH et tout particulièrement l'*Area de mujeres y parteras* (Espace des femmes et des sages-femmes) coordonnée par Micaela Ico Bautista. En dehors de cela, la destruction du savoir et du statut traditionnel des sages-femmes mayas met en danger la vie des femmes enceintes des

hauts plateaux car elles n'ont ni les moyens, ni les possibilités de faire le trajet, parfois de plusieurs heures, jusqu'à la ville de San Cristobal, et sans les soins obstétricaux traditionnels des sages-femmes mayas, la vie des femmes et de leurs enfants est en danger.

En quoi cela nous concerne-t-il?

En Europe, l'obstétrique comme la gynécologie, sont soumises à une conception de la médecine qui est très efficace et technocratique. Ainsi, près d'un tiers des naissances en Allemagne se terminent par une césarienne. Un chiffre que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également dénoncé comme étant beaucoup trop élevé, car la césarienne devrait être le dernier recours lorsque la vie de la mère ou de l'enfant est menacée. L'aide à l'accouchement en douceur, obtenue de haute lutte par des sages-femmes indépendantes qui viennent accoucher à domicile ou qui exercent dans des maisons de naissance, a été de plus en plus entravée par des frais d'assurance astronomiques et d'autres restrictions à l'activité indépendante des sages-femmes. En conséquence, nous pouvons constater que la «*violence pendant l'accouchement*»

est déplorée par un nombre croissant de personnes. Lors de notre dernier événement, une participante a remercié Micaela et a déclaré que, née par césarienne, elle vivait depuis entre deux mondes. Grâce à l'événement, elle a ressenti pour la première fois un sentiment de connexion. L'obstétrique à orientation technocratique ignore les conséquences épigénétiques de ces soins obstétricaux invasifs.

Nous demandons la reconnaissance de l'aide à l'accouchement des sages-femmes traditionnelles mayas, avec ou sans certificat! Une lettre ouverte a été envoyée au gouvernement du Chiapas pour lui demander de respecter l'expérience et le savoir des sages-femmes traditionnelles mayas, qui sont importants pour le monde entier, et de soutenir leur transmission aux générations futures, au lieu de les entraver ou de les éliminer par des programmes de certification issus de la médecine occidentale. Le maintien et de la valorisation de l'aide à l'accouchement des sages-femmes traditionnelles mayas doivent être garantis!

Doris Braune

Naturopathe, Stuttgart (DE)

* Les événements ont eu lieu avec le soutien des personnes et organisations suivantes: Doris Braune et Mathilde Berguerand, Anne-Kathrin Ziebandt, Ute Gleich, FF*GZ Stuttgart e.V., MüZe Süd e.V.; Württembergischer Kunstverein WKV; Centre de santé pour femmes Sirona, Lachesis Verein für Frauengesundheit, Evangelische Akademie Bad Boll, Coopérative européenne Longo maï à Bâle et Limans, Projet de sages-femmes Berne, Sages-femmes de France, Casa Colorada Marseille, Millebabord, Melipona, Mouvement d'Echange Libre pour Notre Avenir, Les sentiers du bien-être, accompagnement à la naissance, Agathe, Armoise & Salamandre - Corps et politique, Forum Civique Européen, Radio Zinzine, Cercle d'amies Cornelius Koch, Collectif Mutvitz13 (réseaux de soutien et de vente de café zapatiste), OMIECH/ Mexique

Un paradoxe qui gagne la France

Dans le Sud de la France, la montagne de Lure est devenue une cible privilégiée des industriels à la recherche d'espaces naturels pour développer de grandes installations photovoltaïques au sol. Il s'agit de raser des forêts pour planter des panneaux solaires. Des femmes sont en première ligne de la résistance.*

Elles ont respectivement 72 ans et 60 ans, viennent de passer 28 heures en garde à vue¹ et ont été mises en examen. Placées sous contrôle judiciaire jusqu'à l'audience fixée le 14 novembre prochain, ces deux militantes écologistes s'opposent, avec le collectif Elzéard Lure en résistance², aux entreprises qui préparent l'installation d'un parc photovoltaïque de 17 hectares sur la commune de Cruis (Provence-Alpes-Côte d'Azur) au profit de la multinationale canadienne Boralex.

Leur délit: s'être allongées devant les machines, enchaînées les unes aux autres, en dépit de la présence de vigiles et des gendarmes locaux, pour bloquer l'avancée des travaux. Des femmes en majorité, âgées souvent de plus de 60 ans, se sont installées jusque dans les essieux des engins, faisant de leur propre corps le symbole de la défense du vivant.

Après 29 jours de résistance quotidienne, le 13 septembre dernier, Boralex a décidé d'arrêter les travaux afin de répondre à la plainte dé-

posée contre la multinationale par un collectif d'associations, dont le Groupe National de Surveillance des Arbres (GNSA) et l'Association Nationale de la Biodiversité (ANB), pour avoir détruit des habitats d'espèces protégées.

Côté administratif, la préfecture et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), qui a ouvert une consultation publique, doivent désormais se prononcer sur la validité du permis accordé à Boralex portant sur l'implantation de 20.000 panneaux solaires. Mais sur le plan judiciaire, l'affaire est loin d'être terminée.

Un terrain de conquête des industriels de l'énergie solaire

La petite commune de Cruis (627 habitant·es) est située au piémont de la montagne de Lure culminant à 1825 mètres, dans le département des Alpes-de-Haute-Provence. Lure est un massif d'une grande beauté couvert à 70%

de forêts naturelles ou plantées, dont 89% sur des terres communales ou du domaine de l'État. Richesse de la flore et de la faune, ciel d'une limpidité reconnue, ensoleillement exceptionnel et faible densité de population (14,1 habitant·es au km²) font de Lure tout à la fois un espace sauvage, une réserve naturelle et un site traditionnellement fréquenté par les Provençales et les Provençaux.

Ses 26 communes situées pour la plupart au piémont de la montagne exercent un pouvoir d'attraction qui se traduit par un nouvel apport de population, essentiellement des citadin·es à la recherche d'une qualité de vie meilleure. «Protéger cette montagne, c'est à une échelle modeste notre contribution pour sauver la beauté du monde», affirme Richard Collin, président de l'association Amilure qui a intenté un recours au tribunal administratif contre plusieurs projets photovoltaïques sur Lure, dont celui de Cruis.

Car cette montagne à la forte identité culturelle qui a fécondé la vie et l'œuvre de Jean Giono, et fut l'ultime refuge des Montagnards des Basses-Alpes contre le coup d'État de 1851 de Louis-Napoléon Bonaparte³, est devenue un terrain de conquête des industriels de l'énergie solaire.

Cible privilégiée du photovoltaïque

Dévoilé dans ses grandes lignes le 18 septembre, le plan du gouvernement concernant la planification écologique prévoit de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre en France de 403,8 millions de tonnes de CO₂ équivalent en 2022 à 270 millions en 2030. À cette échéance, la part totale des énergies renouvelables dans l'ensemble de la production électrique devra passer de 26% à 34%, et la production d'énergie solaire devra être multipliée par trois.

Dans la répartition régionale du potentiel de développement des projets photovoltaïques, sans surprise le département rural des Alpes-de-Haute-Provence tient la corde: 74.000 MegaWatt-crête (MwC) de puissance à produire, dont 90% sur des zones à «enjeux forts» (zones agricoles et forestières), sur les 230.000 MwC attendus pour l'ensemble de

la région Paca⁴. Autrement dit, en matière de production d'électricité on attend de la ruralité qu'elle vienne au secours des villes et des industries!

Dans ce contexte, la montagne de Lure est devenue une cible privilégiée des industriels à la recherche d'espaces naturels pour développer de grandes installations au sol. À terme, c'est le mitage généralisé de ce territoire forestier avec une trentaine de parcs déjà réalisés ou projetés, pour une surface totale de plus de 1000 hectares.

Remplacer des forêts par des panneaux solaires?

Raser des forêts qui sont des puits de carbone pour planter des panneaux solaires au nom de la décarbonation nécessaire du bilan énergétique est parfaitement absurde. C'est pourtant ce qui est en train de se produire un peu partout dans les zones rurales, en dépit des recommandations des Directions Départementales des Territoires (DDT) sur la protection des espaces boisés.

Quant aux garde-fous permettant de résister à ce développement mortifère, ils se réduisent comme peau de chagrin, surtout depuis la loi sur l'Accélération de la production des Énergies Renouvelables (AER)⁵ de mars 2023. En son article 19, elle ouvre encore un peu plus la brèche des dérogations possibles en permettant à un projet d'énergie renouvelable d'être «réputé répondre à une raison impérieuse d'Intérêt Public Majeur»⁶.

Des méthodes pour contourner les règles

À sa manière, Valentine Grunewald est une lanceuse d'alerte. Aux rencontres des Résistantes du Larzac début août, elle a raconté comment, issue d'une école d'ingénieurs en génie énergétique, elle a effectué son stage de fin d'études puis été embauchée dans une grande entreprise d'énergie solaire.

Son rôle? Prospector et cartographe des terres agricoles pour y installer du photovoltaïque: «Je devais presser les gens, ne pas leur laisser trop le temps de réfléchir, le but c'était qu'ils signent le plus vite possible.

Avec des procédés souvent fallacieux, voire des menaces à peine dissimulées pour les forcer à renoncer à leur bail rural. (...) Violent aussi pour l'environnement avec un tas de méthodes permettant de contourner les règles, par exemple en encourageant les agriculteur/trices à passer rapidement sur leur terrain au bulldozer avant que les bureaux d'études puissent déceler des impacts sur la biodiversité».

Inutile de dire que Valentine a démissionné. Elle a entrepris depuis une reconversion avec un BEP en agriculture paysanne.

Les alternatives proposées par les élu·es

La loi AER prescrit aux communes d'organiser une consultation des habitant·es et d'identifier rapidement les zones susceptibles d'accueillir des projets d'énergie solaire. Accélération oblige. «Je doute que beaucoup de communes aient eu le temps avant le 22 septembre d'organiser une réunion, le délai est beaucoup trop court. Nous devons être à peu près les seul·es à l'avoir fait», déplore Camille Feller, maire du village de Montlaux. Pour elle, l'affaire est entendue, c'est non aux projets photovoltaïques «qui appauvrissent nos communes dont les principales richesses sont la biodiversité et les paysages».

Toutefois, elle estime que cette nouvelle obligation de concertation va dans le bon sens. Pour éviter les effets d'aubaine et la concurrence entre villages, l'association Amilure propose de créer un système de péréquation des revenus des locations de terres dédiées au solaire, entre toutes les communes d'un même territoire. Que les maires cherchent à abonder leur budget municipal à cause de la disparition de la taxe d'habitation et de la baisse de la dotation générale de fonctionnement peut se justifier.

Mais pas à n'importe quel prix, renchérit Léo Walter, député La France Insoumise des Alpes-de-Haute-Provence. Alors, un service public de l'énergie? «On ne peut pas se contenter d'une situation totalement dérégulée. Il faut une véritable planification écologique nationale à partir des besoins, déclinée ensuite au plan local. Toute mise en place d'une production d'énergie renouvelable doit se faire en parallèle avec la diminution d'énergie conventionnelle ou nucléaire». Dans un monde idéal, on pourrait peut-être parvenir ainsi à maîtriser la consommation d'énergie. En attendant, des militantes continueront à se coucher devant des machines, à Cruis ou ailleurs.

Isabelle Bourboulon*

Cet article a été publié par le media indépendant Basta! Le 11 octobre 2023 <<https://basta.media/>>.

* Journaliste indépendante, autrice notamment du *Livre noir du management* (Bayard Éditions, 2011) et de *Soleil trompeur, ITER ou le fantasme de l'énergie illimitée* (Éd. Les Petits matins, janvier 2020).

1. <https://www.hauteprovencheinfo.com/actualite-42024-cruis-opposition-au-parc-photovoltaïque-deux-militantes-sous-contrôle-judiciaire>

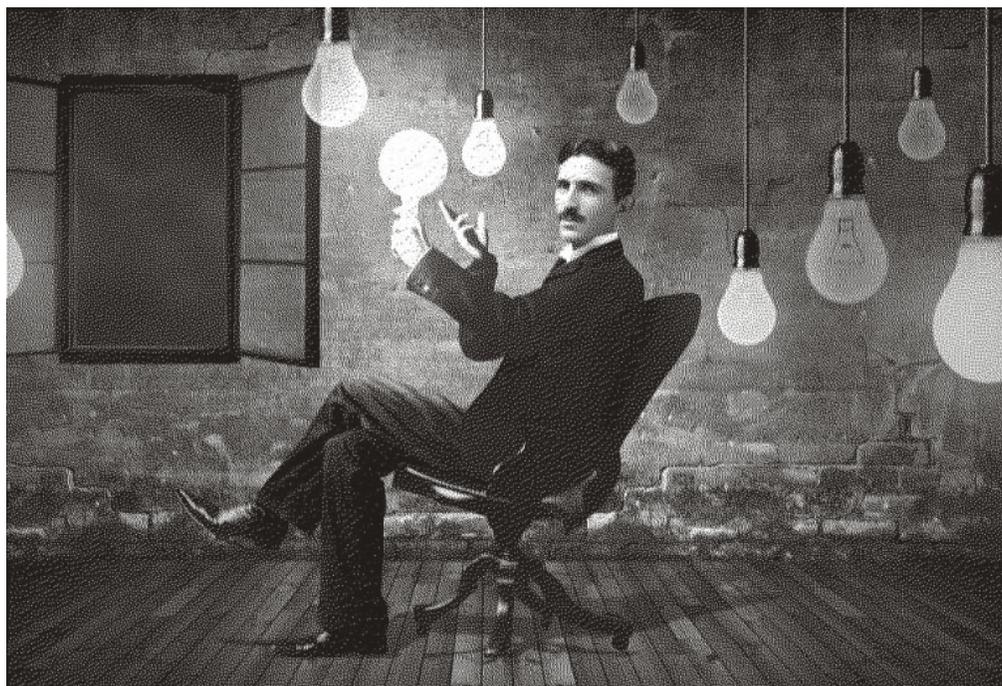
2. Elzéard est le nom du personnage de Giono dans *L'homme qui plantait des arbres* (1953).

3. Pour voir, ou plutôt écouter, la série d'émissions consacrée à ce sujet sur le site de Radio Zinzine, taper «1851» dans le moteur de recherche

4. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORF-TEXT000047294244/>

5. Selon le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

6. Cette mention est la transcription de «l'intérêt public supérieur» de la directive européenne REPowerEU.



Nikola Tesla, un des pères de l'électricité. Auteur inconnu.
Le mythe de l'énergie illimitée est tout simplement rendu impossible par les lois de la thermodynamique.

Procès contre Riace: des bonnes nouvelles!

Le 11 octobre 2023, la cour d'appel de Reggio de Calabre a complètement renversé le verdict de première instance du tribunal de Locri, ses lourds jugements et ses peines démesurées, en émettant une sentence qui a, enfin, un goût de justice.

15 Des 17 inculpé·es sont relaxé·es, une est condamnée à un an de prison ferme, mais on ne connaît pas encore les motivations, et Domenico Lucano à un an et six mois pour un délit administratif mineur. Leur peine ne sera pas appliquée. Lucano, dépeint comme un chef de bande à la tête d'une organisation de bandits, condamné en première instance à 13 ans et deux mois de prison à l'instar d'un chef mafieux, n'était finalement rien d'autre qu'un homme rêvant d'un monde plus juste. Une partie de ses co-accusé·es avait alors été également condamnée à de lourdes peines de prison. Maintenant, il n'en est plus question.

Le verdict de la cour d'appel exprime, de manière officielle et définitive, une vérité qu'on connaissait déjà mais que tout le monde avait besoin d'entendre: à Riace, il n'y a jamais eu d'association de malfaiteur·euses, pas de détournement de fonds non plus, ni aucun des autres prétendus délits. Selon les juges de la cour d'appel, toutes les accusations étaient sans fondement.

Dans le village de Riace, on accueillait les réfugié·es et on montrait au monde que c'était non seulement possible mais même simple. «L'utopie de la normalité» comme l'appelait Lucano: la solidarité, un crime dangereux

dans nos sociétés qui luttent contre la prétendue invasion migratoire et qui érigent murs et prisons pour la contenir.

«Aujourd'hui – dit Maître Pisapia, avocat de la défense – on vient d'entendre un verdict important, un signal de véritable justice après tant d'injustice et de douleur, non seulement celle de Lucano, mais de Riace toute entière».

La joie d'aujourd'hui est en effet entachée par la souffrance que les inculpé·es, Riace, ses habitant·es, les réfugié·es, ont dû endurer pendant cinq ans d'un acharnement politique et judiciaire farouche. La destruction d'un modèle d'accueil célèbre dans le monde entier, les dettes, les départs, les vies brisées par la peur et par celle qu'en Italie on appelle «la machine à boue», la diffamation. Des gens simples et solidaires, broyés par le rouleau compresseur de l'injustice au service des politiques d'exclusion.

On parlera plus longuement, dans un prochain numéro, des étapes du procès dans le climat politique italien actuel. Pour l'instant, dans l'émotion et la joie du moment, on souhaite à Riace, après cet horrible cauchemar, de pouvoir se relever et recommencer à rêver...

Barbara Vecchio
Membre FCE - France

Les élections en Suisse

Fin 2022, l'Institut de recherche sociale de Berne, la GFS, a publié son baromètre annuel des préoccupations des Suisses. Le changement climatique et la peur des catastrophes écologiques arrivent en tête avec 39%. En deuxième position, on trouve le souci d'une retraite assurée (37%). En cinquième position, l'inquiétude face à la baisse du pouvoir d'achat. L'immigration n'est considérée comme un problème qu'en neuvième position (19%), et la politique d'asile arrive en dixième position, sans doute parce que la plupart des gens la considèrent comme une tâche facile et peu angoissante. Dix mois plus tard, les Suisses ont renouvelé leurs deux parlements nationaux: le Conseil national, élu à la proportionnelle avec 200 sièges, et le Conseil des États, plus petit, un sénat des cantons. Les Verts perdent cinq sièges, les Verts libéraux six, tandis que le parti conservateur de droite, l'UDC, en gagne neuf. Le PS, au positionnement social fort, gagne tout de même deux sièges. L'UDC, dont le programme électoral ne se distingue que marginalement de celui de l'AfD qui lui sert de modèle, peut désormais compter sur 28,5 % des voix en Suisse, soit près d'un tiers. Le bloc de gauche perd globalement des représentants.

Les élections nationales sont importantes en Suisse, mais n'ont rien d'absolu. Depuis 64 ans, le gouvernement est formé par une coalition permanente des quatre plus grands partis. Une composition qui reste inchangée. En outre, il est possible à tout moment de faire échouer une décision gouvernementale par le biais d'un référendum. Les élections nationales relèvent du marketing politique.

Le seul parti en Suisse qui entretient depuis 25 ans une machine de marketing gérée de manière centralisée et alimentée par des millions provenant de sources opaques est l'UDC. Ce parti a absorbé tous les groupes d'extrême droite de Suisse et sert leurs récits. Il exploite la peur et a mené une campagne électorale d'exclusion teintée de racisme dans laquelle il n'a pas hésité à utiliser des slogans nazis ("Les Suisses se réveillent"). Dans son journal gratuit *Quelle Suisse voulons-nous*, envoyé à des millions de ménages, l'UDC a publié l'image d'un groupe de personnes à la peau foncée, identifiables comme migrantes, entassées dans un espace restreint et barrées de rouge. A droite, l'image d'une famille suisse modèle, "blanche", en balade dans la nature verdoyante: "C'est cette Suisse que nous voulons!" Les votes faits avec cette forme d'agitation sont certes juridiquement valables, mais ils ne sont pas respectables. Ils en disent beaucoup sur l'exploitation inconsidérée des peurs des électeur·trices que sur leurs vrais soucis. Ils ne disent rien des tâches humaines, sociales et environnementales spécifiques auxquelles nous voulons et devons nous atteler. La gauche perdante de ces élections devrait sans doute revoir un peu ses stratégies, quitter de temps en temps son trône et descendre dans la rue.

Retournons à notre travail à la base et ne nous laissons pas impressionner.

Hannes Reiser
membre FCE-Suisse



Rencontres des luttes paysannes et rurales à Bure

Du 26 août au 3 septembre se sont tenues près de Bure (55) des rencontres sur la thématique des résistances paysannes, ici et à travers le monde, dans les plaines, les montagnes et les forêts contre la dévastation du vivant. Des animatrices de Zinzine étaient sur place et ont interviewé des participant·es.

1 - Les luttes contre Cigéo

Avec Béni, co-organisateur de cet événement, et militant dans la lutte locale contre le projet Cigéo, Régine qui fait partie de collectifs et associations environnementales et qui lutte depuis le début contre le projet Cigéo et Axelle, du collectif Les Semeuses. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8458>

2 - Luttes paysannes en Suisse

Présentées par Éline de Uniterre et Tal des Grondements des terres. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8503>

3 - La condition animale

Rencontre-discussion autour de la condition animale, avec Diurne, éleveur en collectif dans le Puy-de-Dôme et Antoine et Jess, antispecistes et habitant·es de Bure. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8504>

4 - Abou Amir de Gaza

Abou Amir de la coopérative solidaire *Khuza'a* nous raconte les conditions de vie dans la bande de Gaza, et les problématiques que les agriculteur·trices palestinien·nes doivent surmonter. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8554>

5 - America Latina

Les luttes en cours au Chili avec Manoela Royo de *Modatima*, au Brésil avec Alexania Rossato de MAB et en Colombie avec Juan Pablo du peuple Yupka. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8555>

6 - Nataanii Means

Nataanii Nez Means est rappeur Natif Oglala Lakota, UmoNhoN et Diné et fils de Russell Means, acteur et ancien leader de l'AIM (*American Indian Movement*) aujourd'hui décédé. Il a participé à de nombreuses luttes et nous raconte les difficultés rencontrées par les Natifs vivants en Amérique du Nord, et plus particulièrement les luttes menées pour garantir à tou·tes une eau en libre accès et non polluée. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8592>

7 - Afrique de l'Ouest et centrale

Avec Massa Koné, porte parole de la convergence globale des luttes pour la terre, l'eau et les semences paysannes ouest africaines et du réseau Union, réseau des victimes d'accaparement des terres et d'expulsions forcées, Alassane Dicko (Mali) d'Afrique Europe Interact (AEI) et Martial Pa'nucci, rappeur, originaire des 2 Congos, vivant aujourd'hui en exil au Burkina Faso pour continuer la lutte sur place, en sensibilisant les populations à l'aide de films et de débats, mais aussi d'actions et de manifestations au sein de l'association Ras le bol! <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8605>